

**Nations unies - Conseil de sécurité -
Armes chimiques en Syrie -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies**

(New York, 07 novembre 2017)

Monsieur le Président,

Permettez-moi d'abord de remercier la secrétaire générale adjointe Izumi Nakamitsu et Monsieur Edmond Mulet pour leurs présentations très éclairantes et pour leur remarquable travail.

Il y a quelques jours, le rapport du mécanisme conjoint d'enquête en Syrie, le JIM, a établi la responsabilité du régime syrien dans les attaques chimiques à Khan Cheikhoun en avril 2017 et celle de Daech dans l'attaque d'Um Housh en septembre 2016. Ses conclusions sont claires et dénuées d'ambiguïté. Elles concordent avec l'évaluation publiée par la France en avril dernier sur l'attaque survenue à Khan Cheikhoun.

Je tiens ici, au nom de la France, à saluer le professionnalisme exemplaire de l'équipe du JIM, qui mène ses travaux en toute indépendance et avec une rigueur absolue.

Les faits établis sont, nous le savons, d'une extrême gravité. À ceux qui font mine de s'interroger, je veux rappeler que cela fait quatre ans que des mécanismes d'enquête indépendants convergent vers les mêmes conclusions. Le JIM a déjà conclu à la responsabilité du régime syrien et de Daech pour des attaques commises en 2014 et 2015. Aujourd'hui, une fois de plus, le mécanisme a été en mesure de se prononcer sans ambiguïtés sur les responsabilités des attaques examinées, à l'issue d'un processus incontestable.

Monsieur le Président,

La réalité, si l'on s'en tient à l'observation objective des faits, c'est que le régime de Damas ne s'est jamais réellement conformé à ses obligations internationales, malgré les engagements pris. Mois après mois, l'OIAC continue ainsi de nous informer de zones d'ombre dans la déclaration soumise par la Syrie en 2013 sur ses stocks chimiques.

Ces doutes, qui concernent bel et bien le régime syrien, soulignent le cynisme et la duplicité du régime de Damas. Tout en poursuivant une coopération à la carte avec les mécanismes d'enquête, il a à tout le moins menti sur la nature de ses stocks, et au pire poursuivi un programme chimique. Surtout, Monsieur le Président, il n'a pas hésité à employer ces armes

contre sa propre population : le massacre de Khan Cheikhoun, comme tant d'autres, nous l'a tragiquement rappelé. Le JIM n'a fait que mettre en lumière ses responsabilités, comme il a aussi confirmé que le terrorisme chimique est devenu une réalité.

Dès lors que la vérité est clairement établie, dès lors que personne ne peut plus dire qu'il ne savait pas, notre responsabilité commune est à présent d'identifier et de sanctionner les responsables de ces actes abjects. Il n'y aura pas de paix durable en Syrie dans l'impunité.

Mais au-delà de la seule Syrie, chacun voit bien que c'est l'avenir du régime international de non-prolifération chimique qui est en jeu aujourd'hui. Alors que les régimes internationaux de non-prolifération sont l'un des acquis principaux des dernières décennies, ne laissons pas le plus abouti d'entre eux, le régime chimique, miné par les divisions et les calculs. Ce serait un précédent mortel pour les autres régimes de non-prolifération et une attitude irresponsable dont nous payerions tous le prix fort.

Monsieur le Président,

L'usage d'armes chimiques par quiconque n'est pas seulement une abomination morale, à l'encontre des principes les plus élémentaires d'humanité. Détourner le regard, et accepter sans réagir l'emploi d'armes chimiques en Syrie, reviendrait de fait à donner un blanc-seing, un feu vert à la multiplication et à l'emploi de ces armes ailleurs et créerait de surcroît le terreau le plus favorable pour le terrorisme chimique que nous redoutons tous.

Monsieur le Président,

Nous avons créé ce mécanisme, le JIM, à l'initiative conjointe de la Russie et des États-Unis, pour transcender nos désaccords politiques et pour établir la vérité. Nous l'avons fait pour cela. Alors ne renions pas, à l'heure de vérité, notre parole et nos engagements.

Le JIM n'est pas et n'a jamais été un outil de l'Occident. Il est notre bien commun, celui de la communauté des Nations dans son ensemble, que nous avons le devoir de consolider. C'est dire combien ce mécanisme ne peut pas, ne doit pas, devenir l'otage des querelles politiques ou pire des jeux tactiques. Affaiblir le JIM, c'est jouer avec le feu et risquer de miner durablement le régime de non-prolifération chimique que nous avons construit ensemble, pierre après pierre. Le JIM doit pouvoir poursuivre ses activités, sans précondition ni ingérence.

Monsieur le Président,

Sachons assumer, collectivement et individuellement, les lourdes responsabilités qui nous incombent. La France, en tant que membre permanent du conseil de sécurité, mesure bien les siennes. Nous ne céderons ni sur la lutte contre l'impunité, ni sur le démantèlement plein et complet du programme chimique syrien. J'appelle chacun à faire de même et à soutenir le projet de résolution présenté par les États-Unis sur le renouvellement du mandat du JIM.

Sachons mesurer la gravité du moment pour nous rassembler au service des valeurs, des instruments et du droit qui fondent notre sécurité collective. L'immensité des enjeux l'exige et nous oblige.

Je vous remercie./.